

FAIRE ENTENDRE LE CAMP DES TRAVAILLEURS

NATHALIE
ARTHAUD

CANDIDATE

COMMUNISTE

À LA PRÉSIDENTIELLE





Je suis candidate pour faire entendre le camp des travailleurs

À la différence des principaux candidats de gauche, de droite ou d'extrême droite, je ne prétends pas défendre « les intérêts de la France et des Français ».

Les seuls intérêts que je veux défendre, ce sont ceux des millions de femmes et d'hommes, ouvriers, employés... tous ceux qui vivent de leur travail sans exploiter personne.

Je suis candidate pour faire entendre le camp des travailleurs face à la minorité de riches, les Peugeot, les Dassault, les Bolloré, la

classe des bourgeois parasites qui tirent leur fortune de l'exploitation.

Je me présente pour dénoncer la situation faite au monde du travail, obligé de subir des conditions de vie et de travail de plus en plus dures, les salaires insuffisants pour vivre, le chômage, l'incertitude du lendemain.

Durant la campagne électorale, j'affirmerai que les sacrifices imposés aux travailleurs ne sont pas justifiés, alors que la société est riche à milliards. Les travailleurs doivent défendre leur droit à vivre décemment.

Assurer à chacun un travail avec un salaire décent dans une société où il y a tant de besoins non satisfaits dans tous les domaines, c'est possible et nécessaire ! À la condition d'être prêt à s'en prendre à la minorité de capitalistes qui monopolisent les grandes entreprises, les banques, les grandes chaînes de distribution et imposent leur dictature à toute l'économie et à toute la société. Une minorité de gros possédants qui, pour augmenter leurs profits malgré la crise de leur économie, poussent vers la pauvreté ceux qui vivent de leur travail.

J'appelle les travailleurs qui veulent dénoncer cet état de choses à le dire en votant pour ma candidature. En votant pour moi, ils exprimeront leur rejet des politiciens du PS, de la droite et du FN, et ils affirmeront leur fierté d'être des travailleurs, la fierté de faire tourner toute la société et la fierté d'avoir pour perspective de s'émanciper en combattant l'exploitation capitaliste.



Quand elles sont au pouvoir, droite et gauche mènent une même politique au service de la bourgeoisie

Élection après élection, les travailleurs font l'expérience qu'ils ne peuvent pas changer leur sort en votant. Ils savent que les politiciens, une fois élus, s'empressent de renier le peu qu'ils ont promis aux travailleurs, pour faire la politique des plus riches. Hollande, qui a passé son mandat à piétiner le peu d'engagements qu'il avait pris en matière de justice sociale, ne l'a que trop montré.

À quelques mois du scrutin, à droite comme à gauche, ces marchands d'illusions sont repartis à la chasse aux voix.

À droite, Fillon a annoncé son intention de frapper fort sur les travailleurs et les couches populaires. Il promet le recul de l'âge de la retraite, la fin des 35 heures, la suppression de centaines de milliers de postes de fonctionnaires, le démantèlement de la Sécurité sociale, la diminution des indemnités de chômage.

Son programme est ouvertement propatronal et clairement destiné à satisfaire les plus riches, auxquels il promet la suppression de l'impôt sur la fortune et de nouvelles exonérations de cotisations.

Si la droite peut aller aussi loin dans ses propositions, c'est bien parce que les gouvernements sous Hollande ont fait eux-mêmes beaucoup dans le sens de la régression sociale.

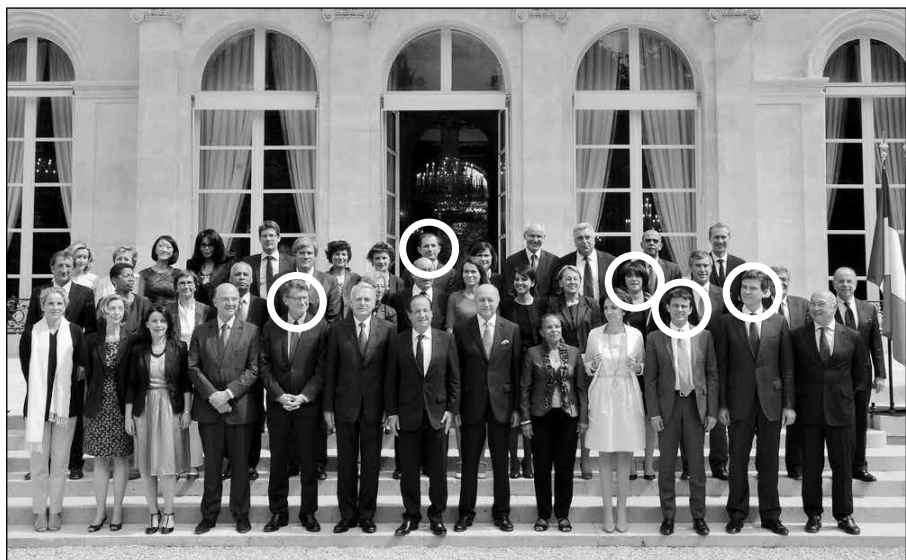
En 2012, Hollande a pris le relais de la politique de Sarkozy. Il a augmenté la TVA, l'impôt le plus injuste, celui qui pèse le plus sur la consommation des couches populaires. À coups de loi Macron, Rebsamen et El Khomri, il s'est attaqué aux droits des salariés, facilitant les licenciements, la flexibilité des horaires et le recours aux emplois précaires. Avec le Pacte de responsabilité, le Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE), il a arrosé le patronat de milliards d'euros de subventions.

Cinq ans après l'élection de Hollande, la droite se prépare à prendre le relais, pour porter de nouveaux coups aux travailleurs et permettre à la bourgeoisie de continuer à s'enrichir.

Les candidats du Parti socialiste, tous dans la continuité de la politique antiouvrière de Hollande

Hollande s'est rendu si impopulaire qu'il a dû renoncer à se présenter à l'élection présidentielle. Sept candidats se disputent donc les suffrages à la primaire du PS. Mais tous ont soutenu Hollande en 2012, la plupart d'entre eux ont été ses ministres.

Ils font des promesses en expliquant qu'ils ont changé. L'ancien Premier ministre Valls promet, sans rire, de supprimer l'article 49.3 de la



Les principaux candidats à la primaire du PS étaient ministres dans le gouvernement Hollande-Ayrault en juin 2012. De gauche à droite: Vincent Peillon, Benoît Hamon, Sylvia Pinel, Manuel Valls et Arnaud Montebourg.

Constitution. Quand il était chef du gouvernement, il l'utilisait sans vergogne pour faire passer des projets de loi dont même sa majorité ne voulait pas. Tous ceux qui se sont mobilisés contre la loi travail apprécieront cette promesse de pacotille, qui résume l'hypocrisie de ce politicien.

Le futur candidat du PS, quel qu'il soit, n'aura en fait qu'un seul argument : appeler à rejeter la droite et l'extrême droite en comptant sur la peur que leur arrivée au pouvoir suscite parmi les électeurs de gauche. À force d'avoir été employée, la ficelle est aujourd'hui bien usée ; elle ne suffira pas à faire oublier le bilan désastreux pour les travailleurs et les classes populaires des gouvernements socialistes depuis 2012.

À côté de ceux qui participent à la primaire de gauche, il faut rajouter Macron qui se présente comme un dissident parce qu'il a choisi de concourir seul, en créant son propre mouvement. Cela ne fait pas pour autant un homme nouveau de cet ancien banquier de Rothschild et ex-haut fonctionnaire qui était encore il y a quelques mois le ministre de l'Économie de Hollande.

Macron et le futur candidat du PS vont être en concurrence jusqu'au premier tour de l'élection présidentielle. Mais la politique qu'ils se proposent de mener demain, c'est celle qu'ils viennent de mener ensemble ces dernières années, une politique en faveur du grand patronat. Ensemble ou séparément, ils sont des ennemis du monde du travail.

Contre le Front national, ennemi mortel de la classe ouvrière, faire entendre le camp des travailleurs

Une fraction des électeurs des classes populaires croient rejeter la politique des partis gouvernementaux en choisissant le FN. Ils se trompent dangereusement. Le FN bénéficie du fait qu'il n'a pas eu l'occasion de démontrer, en accédant au gouvernement, qu'il est lui aussi au service de la grande bourgeoisie. Le Pen, c'est Hollande et Sarkozy, en pire.

Le Front national n'a pas le passif de la gauche et de la droite au gouvernement mais il a un passé politique.

Le FN, c'est la France de Vichy et de l'Algérie française avec une grosse couche de maquillage ! Le Pen père fut élu député en 1956 : à l'époque, il était parachutiste tortionnaire en Algérie.

Aujourd'hui, Le Pen père est mis de côté, mais au cœur du FN, il y a toujours les mêmes idées : l'anticommunisme, l'hostilité aux syndicats, aux grèves, aux travailleurs qui se battent.

Si elle s'adresse à l'électorat populaire, Marine Le Pen (en bas à droite) n'en est pas moins l'héritière de son père, châtelain à Saint-Cloud.



SIPA-ARCHIVES

Pour être élue, Marine Le Pen fait des appels du pied à l'électorat populaire et même aux chômeurs, aux salariés. Mais, à l'entendre, le chômage, les bas salaires, les déficits des caisses de la Sécurité sociale, tout est de la faute des immigrés. Elle ne propose pas de combattre la pauvreté, elle prône la guerre entre les pauvres. Elle ne dit rien du patronat, ni du grand capital qui domine l'économie.

Les préjugés et les idées réactionnaires que le Front national véhicule parmi les travailleurs contribuent à faire disparaître ce qu'il reste de conscience de classe héritée du passé. Opposer les travailleurs les uns aux autres, ceux qui ont une carte d'identité française aux étrangers, ceux qui ont un travail aux chômeurs, les salariés du privé à ceux du public, vise à affaiblir la classe ouvrière et à la rendre plus vulnérable face au grand patronat. En semant la haine, le FN nourrit l'inquiétude dans les milieux immigrés, y compris ceux de la deuxième ou de la troisième génération, et provoque des réflexes de repli sur sa communauté.

L'influence croissante du FN renforce le communautarisme. Les deux se conjuguent pour morceler encore plus la classe ouvrière et pour disloquer sa conscience de classe.

Il faut s'y opposer de la seule façon possible : au nom de la conscience de faire partie de la même classe ouvrière, dont les intérêts sont

fondamentalement identiques, indépendamment des origines et de la nationalité.

Il faut s'y opposer au nom des intérêts de classe des exploités, ouvertement et clairement affichés. Ce n'est possible que si les militants eux-mêmes font confiance à la classe ouvrière, à sa force collective et à sa capacité à se battre pour ses intérêts matériels ainsi que pour ses intérêts politiques.

Bien au-delà du monde du travail, nombreux sont ceux qui sont inquiets et ont envie d'empêcher l'évolution réactionnaire incarnée par la montée du FN.

Ce que nous avons à leur dire, c'est qu'ils ne peuvent pas le faire en se réfugiant derrière les partis usés et déconsidérés de la bourgeoisie.

C'est seulement si le monde ouvrier retrouve sa conscience de classe et sa combativité, défend ses propres valeurs, qu'il pourra peser contre l'évolution réactionnaire de la société et les partis réactionnaires qui l'incarnent.

J'appelle les travailleurs à opposer leur programme à ceux de la bourgeoisie

Gauche, droite et FN déplorent tous dans leurs discours qu'il y ait du chômage. Mais ils ne proposent jamais de s'en prendre à ceux qui le créent, les capitalistes qui précarisent et détruisent les emplois.

Au contraire, tous reprennent la façon de voir et les arguments du grand patronat affirmant que, pour embaucher, il lui faudrait avoir la possibilité de licencier plus facilement, et que la diminution du chômage passerait obligatoirement par l'accroissement de la compétitivité des entreprises.

Seuls les patrons et les propriétaires des entreprises ont intérêt à ce que les salaires de leurs travailleurs soient bloqués ou baissent et que les horaires deviennent plus flexibles. Seuls les patrons ont intérêt à licencier pour surcharger de travail les salariés qui restent. Pour accroître ses profits et sécuriser ses affaires, la bourgeoisie veut que la vie des exploités dépende des commandes et des aléas du marché. Mais les travailleurs ne sont pas des machines que l'on peut brancher et débrancher. Ils ont une vie, une famille. Leur loyer, les factures qui tombent tous les mois ne sont pas flexibles. L'estomac de leurs enfants n'est pas flexible. Les travailleurs ont besoin d'un emploi et d'un salaire garantis.

Les profits des actionnaires, des grands patrons et de l'ensemble de



Manifestation contre la loi travail , le 9 mars 2016 à Paris.

la bourgeoisie n'ont cessé d'augmenter. C'est le produit de l'aggravation de l'exploitation, du recul des conditions de vie des travailleurs, de l'augmentation dans toutes les entreprises des cadences et des charges de travail, de l'usure de leur santé sur les lignes de production et les chantiers, et cela les condamne à survivre dans des conditions toujours pires car le chômage et la précarité n'ont fait que s'accroître. Il y a aujourd'hui six millions de chômeurs, de travailleurs à temps partiel, occupant toutes sortes d'emplois précaires et de petits boulots, avec de toute façon des petits salaires insuffisants pour vivre.

Des centaines de milliers de salariés du privé, du public se sont mobilisés pendant des mois au printemps 2016 contre la loi El Khomri pour refuser l'augmentation du temps de travail et la précarité. L'immense majorité des travailleurs a été solidaire et s'est reconnue dans ce mouvement.

Il faut que les travailleurs profitent de cette campagne électorale pour continuer de faire entendre leurs revendications. Il faut qu'ils opposent leur propre programme aux différentes variantes de politiques bourgeoises, un programme destiné à garantir leur droit légitime à un emploi, à un salaire, à une retraite, à un logement digne...

Contre le chômage : interdire les licenciements et les plans de suppression d'emplois et répartir le travail entre tous

Le chômage est le fléau qui frappe l'ensemble du monde du travail, y compris ceux qui ont conservé leur emploi, car il représente une menace pour tous, et parce que cette menace est utilisée par le patronat pour faire pression sur les travailleurs et pour aggraver l'exploitation de tous.

Pour commencer, il faut arrêter l'hémorragie. Il faut imposer l'interdiction des licenciements ainsi que des suppressions d'emplois sous peine d'expropriation, à commencer par les entreprises capitalistes qui font du profit et distribuent des dividendes. Cette exigence doit être en tête de tout programme qui se place du point de vue des intérêts des travailleurs.



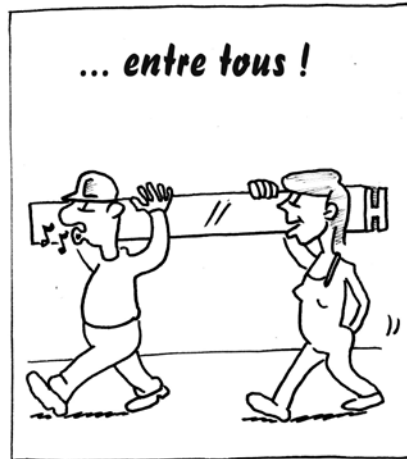
Les travailleurs de PSA Aulnay, alors en lutte contre la fermeture de leur usine.

Il est tout aussi vital de redonner du travail aux millions de chômeurs. Il faut empêcher qu'ils sombrent dans la misère. La seule revendication unifiant les intérêts de ceux qui gardent encore leur travail à ceux qui sont déjà au chômage, total ou partiel, est la répartition du travail entre tous avec des salaires qui permettent une existence digne pour tous !

C'est une idée simple et de bon sens. Elle va dans le sens des intérêts



Lup5



de toutes les classes populaires dont les revenus sont liés à ceux des salariés. C'est l'intérêt d'autres catégories populaires, des petits paysans aux petits commerçants ou artisans qui, avec la paupérisation, voient fondre leur clientèle et sont menacés jusque dans leur propre existence. Seuls s'y opposent les intérêts de la minorité capitaliste.

Pour faire réellement diminuer le nombre des chômeurs, il faut qu'il y ait des embauches partout où le personnel manque, partout où la cadence de travail et les horaires sont devenus insoutenables. Partout où les salariés ne peuvent plus poser leurs congés comme ils veulent, il faut des embauches en CDI, de vrais emplois avec des salaires pleins et entiers.

Il faut arrêter avec ces contrats précaires scandaleux où, tous les 18 mois, un travailleur en remplace un autre, mis au chômage. Il faut arrêter de concentrer tout le travail sur des travailleurs de moins en moins nombreux. Au contraire, il faut imposer de le répartir avec un salaire plein, parce qu'un travail et le salaire qui va avec sont la seule richesse des travailleurs.

Augmentation des salaires, des pensions de retraite et des allocations

Il faut en finir avec le blocage des salaires et les plans de compétitivité, qui conduisent à des baisses sur la fiche de paye. Les 300 euros d'augmentation revendiqués par la CGT sont un minimum au moins pour rattraper le retard pris par les salaires au fil des ans. Pour que chacun vive

dignement, aucun salaire ne doit être inférieur à 1 800 euros net.

Et il faut que les salaires, les pensions de retraite et les minima sociaux suivent les augmentations du coût de la vie, celles des loyers, du gaz, de l'électricité, des mutuelles, des assurances, des impôts et taxes.

Comment financer toutes ces exigences, surtout dans une période de stagnation économique, demanderont les porte-voix de la grande bourgeoisie ? Eh bien, en prenant l'argent nécessaire sur

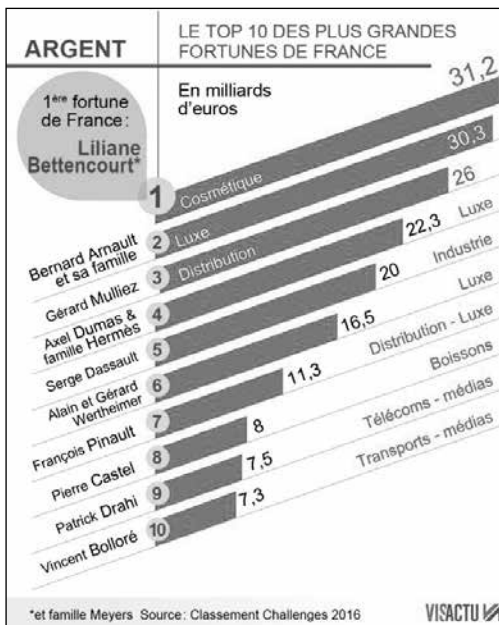
les profits des entreprises, sur les dividendes distribués aux actionnaires, sur les sommes extravagantes que touchent les PDG des grandes sociétés et, au besoin, sur leur fortune, accumulée au détriment des travailleurs.

La stagnation de l'économie n'empêche pas, bon an mal an, les dividendes d'augmenter, les fortunes des plus riches de s'accroître, et les grandes entreprises de verser chaque mois à leurs patrons plus qu'un ouvrier ne gagne toute sa vie durant !

Alors, il faut prendre sur le luxe et le superflu de ceux qui ont déjà trop pour sauver de la misère ceux qui produisent tout, y compris ce qui engraisse les banquiers et les actionnaires !

Les travailleurs doivent imposer la transparence des comptes des entreprises

On ne peut pas et on ne doit pas croire sur parole les dirigeants de la bourgeoisie. Les mêmes qui expliquent qu'ils ne peuvent plus payer la part patronale des cotisations pour la Sécurité sociale, versent 200, 300 fois le smic à leurs PDG. Les mêmes qui refusent d'augmenter les salaires au rythme de l'inflation, trouvent normal de verser des dizaines de millions aux grands actionnaires, millions qui seront dilapidés dans des caprices de riches ou, pire encore, dans la spéculation.



Faire entendre
le camp des travailleurs
NATHALIE ARTHAUD



**Le secret
des affaires
protège
les milliardaires.
Contrôle
des travailleurs
sur les comptes
des entreprises !**

Présidentielle 2017



Le grand patronat a érigé le mensonge en art de gouverner. Même s'il est de bon ton pour les politiciens de parler de transparence, ils continuent de défendre le secret des affaires et d'interdire aux salariés de divulguer les informations dont ils disposent sur les comptes de l'entreprise. Et pour cause ! Si les travailleurs y avaient accès, ils mesureraient l'escroquerie qui consiste à parler de coût du travail. Le travail ne coûte pas aux patrons, il leur rapporte. Le moindre centime que la bourgeoisie gagne lui vient de l'exploitation du travail ; les millions d'euros que dépensent les riches pour maintenir

leur train de vie de parasites sont extraits de la peine et de la sueur des travailleurs.

Le secret commercial, le secret bancaire et le secret des affaires font partie des armes du patronat pour imposer leur domination : la levée de ces secrets doit faire partie du programme des travailleurs.

Même l'approbation d'une majorité d'électeurs ne suffirait pas pour imposer ce programme. La classe privilégiée n'abandonnera aucun de ses privilèges sans se battre. Il s'agit d'un programme de lutte pour les travailleurs et d'une boussole politique. Ce programme de classe doit permettre aux exploités de se rassembler autour de leurs intérêts de classe et de rejeter les représentants politiques de la bourgeoisie.

Les exigences des travailleurs ne vont pas à l'encontre des intérêts des autres catégories sociales qui vivent de leur travail. Essayer de dresser les petits commerçants ou les petits paysans contre les travailleurs, ou inversement, est une vieille politique. Les véritables profiteurs de la société, ceux qui ne travaillent pas et gagnent des milliards, ont tout intérêt à diviser le camp des travailleurs, tous ceux qui gagnent leur vie en travaillant eux-mêmes. Ouvriers, artisans, petits paysans et petits commerçants ont, au contraire, des intérêts communs, et ils peuvent se battre pour des revendications communes.

Contre la démagogie raciste et anti-immigrés, montrons qu'il y a des travailleurs qui ne se trompent pas d'ennemis

À les entendre tous, de Le Pen jusqu'à Valls, les principaux problèmes du pays, ce sont les migrants, la sécurité et la montée du communautarisme.

Leur campagne n'a qu'un seul but : faire des voix en s'appuyant sur les peurs et en flattant les préjugés racistes. C'est de la diversion. Et c'est de la démagogie car ils ne sont pas plus capables de maîtriser l'arrivée de migrants que d'éradiquer le terrorisme.

Aucun de ces politiciens ne sera capable de freiner l'arrivée des migrants. Ils peuvent construire des murs, des barbelés, creuser des fossés, mettre des miradors – c'est ce qui se fait déjà dans nombre de pays – ils n'empêcheront pas la vague migratoire. Tous ceux qui ont vu les images d'Alep et de ces villes bombardées en Syrie et en Irak savent que tant que les hommes auront des jambes et l'énergie pour marcher, ils essaieront de sauver leur peau, comme n'importe qui dans la même situation !

Qu'un élan de solidarité s'exprime, et la propagande se met en marche pour répéter qu'il ne faut pas créer d'appel d'air. Tout est fait pour que nous taisions nos sentiments de fraternité. Tout est fait pour nous convaincre que les migrants représentent une menace pour nous et nos enfants.



Des migrants tentent de franchir la clôture hérissée de barbelés qui sépare le Maroc de l'Espagne à Melilla.

C'est de la démagogie, aussi stupide qu'infecte ! Le résultat, c'est que ces dirigeants rendent la vie de ces femmes et de ces hommes plus insupportables encore. Ce sont des pyromanes : ils excitent les préjugés les plus abjects et ils poussent les plus racistes à passer aux actes.

Les victimes de cette démagogie ne seront pas seulement les migrants d'hier ou d'aujourd'hui. Nous en paierons tous les conséquences. Car les politiciens ne spéculent pas que sur des préjugés et des fantasmes, ils invoquent aussi le chômage élevé, la pénurie de logements, la saturation de notre système de soins.



Manifestation en faveur de l'arrivée des migrants à Cognac.

C'est une façon de faire accepter l'idée qu'il n'y a déjà pas assez pour tous. Cela leur sert à justifier la politique antiouvrière en nous enfonçant dans le crâne qu'il est vain de revendiquer et qu'il faut se serrer la ceinture. C'est une façon de nous mettre en concurrence, de nous opposer les uns aux autres, ceux qui ont un travail à ceux qui sont au chômage, en intérim ou en CDD. C'est un instrument de division.

Avec cette campagne, ils veulent nous enfumer pour ne pas avoir de compte à rendre sur la misère qu'ils ont contribué à fabriquer et pour cacher les milliards accumulés dans les mains d'une minorité.

Ils ne cessent de répéter qu'« on ne peut pas accueillir toute la misère du monde ». Mais ce sont eux qui fabriquent la misère en pillant les richesses des pays pauvres partout sur la planète et en s'acoquinant avec les pires dictatures. Ils la fabriquent en Irak, en Syrie, par leurs manœuvres et leurs bombes. Ils la fabriquent ici par le chômage et la précarité. Ils la fabriquent pour que la minorité capitaliste s'enrichisse, toujours et encore.

Alors, dans cette élection, montrons qu'il y a des travailleurs qui ne se trompent pas d'ennemis ! Affirmons que les travailleurs n'ont pas à se battre entre eux pour se partager la misère. Ils ont à imposer le contrôle sur les richesses qu'ils produisent pour s'opposer à ce qu'elles soient confisquées par une minorité.

Affirmons qu'il y a bien deux mondes dans la société, celui des riches et celui des pauvres, des exploités d'un côté et de l'autre le monde des exploités qui regroupe des femmes et des hommes de toutes origines.

Et revendiquons pour tous les exploités de cette terre la liberté de circulation et d'installation. Accueillons les migrants à bras ouvert. Ils ont leur place dans le combat qui est le nôtre : combattre la minorité capitaliste qui domine le monde et nous pousse vers la barbarie.

Le capitalisme mène la société au désastre et à la barbarie : le seul avenir de l'humanité est le communisme

Je serai dans cette élection la seule candidate communiste et je suis fière de rester fidèle à ce programme qui a longtemps été celui d'un mouvement ouvrier ayant la perspective de lutter pour transformer réellement la société.

Y a-t-il plus fou que cette économie ? Il n'y a jamais eu autant de richesses, et pourtant on ne nous parle que de crise, de déficits. On nous met dans le crâne qu'il faut accepter des sacrifices, accepter de vivre moins bien que nos parents. Et c'est bien pire encore pour nos frères et sœurs de classe, les travailleurs des pays pauvres !

Ces milliards extraits de la production et de l'exploitation des travailleurs, les capitalistes les jouent au casino de la finance. Autrement dit, plus nous travaillons, plus nous faisons d'efforts et de sacrifices, plus la spéculation augmente ! Plus nous risquons le krach généralisé ! Le



capitalisme conduit l'économie à la catastrophe !

Tous ces bourgeois et leurs serviteurs, qui sortent pourtant des grandes écoles, nous ont menés vers une crise économique dont ils sont eux-mêmes effrayés aujourd'hui. C'est un bilan de faillite. Les travailleurs ne doivent pas faire les frais de cette faillite. C'est aux banquiers, aux industriels de payer, pas aux travailleurs.

Nous ne sommes pas condamnés à cette dictature d'une poignée de grands actionnaires ! Il faut mettre fin à la propriété privée des moyens de production, des usines, des banques, des transports et des grandes chaînes de distribution, qui empêche toute organisation rationnelle de l'économie.

Mettre en commun ces moyens de production, c'est le sens profond du mot communisme. Ce mot communisme a été dénaturé et transformé en son contraire. C'est pourtant un des mots les plus riches de signification, un des plus beaux. Dans une société fondée sur l'organisation collective des moyens de production, les hommes pourraient décider démocratiquement de ce qu'il est nécessaire de produire et de la façon de le



ARAB48.COM

Les derniers habitants d'Alep, en Syrie, évacuent la ville détruite en grande partie par les bombardements.

faire, avec l'objectif de répondre aux besoins du plus grand nombre. Le chacun pour soi, la lutte individuelle pour la vie pourraient enfin céder la place à la conscience collective que l'humanité est une et indivisible et qu'elle a les moyens d'assurer une vie digne à chacun de ses membres.

L'humanité semble engagée dans une gigantesque marche arrière. La course au profit est aussi, directement ou indirectement, derrière toutes les guerres, derrière toutes les interventions militaires. Des foyers de guerre civile se multiplient. Le chauvinisme, la xénophobie, l'intégrisme religieux et l'ethnisme prennent des formes violentes.

Le flot croissant de femmes, d'hommes et d'enfants contraints de fuir leur pays, chassés par les guerres ou tout simplement par la misère et la famine, est une des expressions du retour de la société vers la barbarie. Cette barbarie se manifeste dans les conditions de cette fuite : il faut risquer la noyade en mer, affronter la brutalité policière des pays traversés, les barbelés, pour passer d'un pays à l'autre. Elle s'affirme par ces camps infâmes où l'on enferme femmes, hommes, enfants par dizaines de milliers, comme s'ils étaient des criminels.

Il n'est pas possible de mettre fin à ces multiples manifestations de la barbarie sans mettre fin au capitalisme qui l'engendre.

Il revient donc aux travailleurs conscients de combattre cette société, de montrer la voie, en mettant en avant une politique dans laquelle les exploités de tous les pays peuvent se reconnaître.

Mélenchon, un « insoumis » respectueux du pouvoir du grand capital

Parmi ceux qui sont dégoûtés de la politique menée par la gauche au gouvernement, tout en rejetant la droite et l'extrême droite, nombreux sont ceux qui regardent vers Mélenchon, lui qui se présente comme une alternative pour les électeurs de gauche. Mais il n'est pas non plus un nouveau venu en politique. Il a été membre du PS pendant trente ans. Il en fut un dirigeant, un sénateur et un ministre dans le gouvernement de Jospin.

Mélenchon se revendique de l'héritage de Mitterrand, ce politicien qui a réussi à se faire élire en 1981 en suscitant parmi les travailleurs des espoirs de changement qu'il a trahis une fois au pouvoir.

Après avoir appelé à voter inconditionnellement pour Hollande en 2012, Mélenchon se pose en opposant critique de son quinquennat. Mais son message se résume à demander de voter pour lui pour que les choses

changent, exactement comme l'a fait Hollande avant lui.

Mélenchon se présente comme le candidat de la « France insoumise ». Il se veut aussi le champion de l'écologie, de la lutte contre les traités européens, contre la politique de l'Allemagne, contre les États-Unis, contre la V^e république, contre les médias aussi, souvent. Mais s'il y a quelque chose qu'il ne remet jamais en cause, c'est le pouvoir du grand patronat. Devant ce pouvoir-là, l'« insoumis » Mélenchon s'incline respectueusement.

Mélenchon se veut le champion du souverainisme et de « l'indépendance de la France ». Il rejoint sur ce terrain bien d'autres, jusqu'à Dupont-Aignan ou Le Pen. En prétendant que l'Union européenne et ses traités sont responsables de tous les maux des travailleurs, il détourne l'attention des travailleurs des vrais responsables du chômage et des bas salaires.

Les patrons bien français n'ont besoin d'aucun diktat de Bruxelles pour démolir les droits des travailleurs ou tirer les salaires vers le bas ! La loi travail, les six millions de chômeurs, ce n'est pas la faute de Bruxelles mais de capitalistes et de gouvernements bien de chez nous !

Opposer les pays les uns aux autres, c'est opposer les travailleurs entre eux. Et c'est ainsi que Mélenchon en est arrivé à copier Le Pen en disant : « *Chaque fois qu'arrive un travailleur détaché, [il] vole son pain aux travailleurs qui se trouvent sur place* » ! Ce qu'il a d'ailleurs confirmé en expliquant que, s'il était élu, plus aucun travailleur détaché n'entrerait en France.

Eh bien, nous disons qu'aucun travailleur n'a jamais volé son pain. Son pain, il le gagne à la sueur de son front et à la force de ses muscles. Les vrais voleurs dans cette société sont les exploités et nous affirmons que le droit à un travail est un droit pour tous.



Jean-Luc Mélenchon

@JLMelenchon

Suivre

Si je suis élu, plus un travailleur détaché n'entrera dans notre pays. #LeGrandJury #RTL #LCI

Le soutien du PCF à Mélenchon conduit ses électeurs et ses militants dans une nouvelle impasse

Le PCF s'est résigné à se rallier à la candidature de Mélenchon pour, prétend-il, ne pas aggraver la division de la gauche. Faire l'unité de la gauche derrière « un bon candidat » est la seule perspective offerte par la direction du Parti communiste à l'électorat populaire, à commencer par ses militants. Après avoir littéralement fabriqué le candidat unique de la gauche Mitterrand en recyclant un politicien bourgeois usé dans les combinaisons de la IV^e République, le PCF s'est aligné derrière Jospin, puis a contribué à faire élire Hollande.

Les travailleurs ont chaque fois payé très cher les illusions que le PCF a puissamment contribué à propager dans leurs rangs.

Le PCF n'a rien d'autre à proposer que de recommencer, encore et encore, à faire confiance à des hommes politiques qui pensent en bourgeois et qui sont attachés à l'ordre capitaliste.

Au lieu de s'appuyer sur les combats que menaient ses militants, le PCF a cultivé l'électoratisme, faisant croire que tout dépendait de l'élection de tel ou tel, que voter à gauche allait changer la vie des travailleurs ! Pendant des décennies, le PCF a été complice de l'imposture du PS. Les dirigeants du PCF portent la responsabilité d'avoir entraîné leurs propres militants dans une impasse politique. Cette responsabilité ne s'arrête pas là.



Avec le Programme commun, Georges Marchais mit le PCF au service des ambitions de Mitterrand.

Ce sont eux qui ont introduit dans le mouvement ouvrier communiste un grand nombre d'idées de la bourgeoisie. Pire, ils les ont présentées comme des idées de gauche, qui correspondaient aux intérêts des travailleurs : la solidarité nationale à la place de la solidarité de classe, le nationalisme à la place de l'internationalisme, le drapeau tricolore à la place du drapeau rouge, sans même parler du « produire français » ou de gestes démagogiques anti-immigrés du temps de Georges Marchais.

Le PCF a vidé, au fil du temps, la tradition communiste du mouvement ouvrier de tout contenu révolutionnaire, pour le remplacer par une bouillie réformiste vantant les charmes des élections pour parvenir au pouvoir dans le cadre du système électoral mis en place par de Gaulle, et sans toucher à l'organisation capitaliste de la société, c'est-à-dire au pouvoir de la bourgeoisie.

Les militants ouvriers qui se sentent du camp des travailleurs, les militants du PCF et tous ceux qui ont gardé le courage et l'envie d'agir dans les entreprises, dans les quartiers populaires, ont intérêt à réfléchir sur le passé, à comprendre pourquoi leur parti a perdu la confiance des travailleurs. Revenir aux idées fondatrices du Parti communiste, aux idées de la lutte et de la conscience de classe, est la seule perspective pour ceux qui veulent agir dans l'intérêt du monde du travail.

Illusion du réformisme et d'une « vraie politique de gauche »

Le PCF et Mélenchon prétendent connaître une voie permettant d'améliorer les conditions de vie des classes populaires sans remettre en cause le capitalisme. Mais le profit global de la classe capitaliste ne peut s'accroître que par l'aggravation de l'exploitation : c'est la loi du capitalisme. Ces politiciens peuvent passer sous silence la dictature de la bourgeoisie tant qu'ils ne sont pas au pouvoir. Une fois qu'ils y accèdent, ils n'ont que le choix de s'y soumettre ou de démissionner.

La société capitaliste, surtout en cette période de crise, ne laisse pas de voie intermédiaire : ceux qui ne combattent pas le capitalisme, le grand patronat et les banquiers contribuent inévitablement à ligoter les exploités en les lanternant, en leur faisant miroiter de faux espoirs.

Ce qui s'est passé en Grèce est éclairant. Élu en janvier 2015 sur la promesse de rompre avec l'austérité imposée aux classes populaires de son pays par la bourgeoisie tant nationale qu'internationale, Tsipras, qui se présentait comme un homme plus à gauche que la gauche, a capitulé au mois de juillet de la même année. Sa réélection au mois de septembre

lui a donné plus de moyens... dont il s'est servi pour appliquer la politique d'austérité qu'il avait refusée en janvier.

C'est une leçon qui ne vaut pas seulement pour les classes populaires grecques.

Les travailleurs ne peuvent se défendre efficacement que s'ils sont prêts à combattre le grand patronat sous un gouvernement de gauche avec autant de détermination que sous un gouvernement de droite.

Beaucoup de travailleurs, éçœurés par la politique antiouvrière de Hollande, tirent la conclusion que tous les politiciens se valent et qu'ils n'ont plus à se mêler de politique. D'autres, trompés par Hollande, cherchent un nouveau sauveur. Ce n'est pas de nouvelles illusions dont les travailleurs ont besoin, c'est de conscience.

Pour les travailleurs, « *il n'est pas de sauveur suprême* », comme le dit *L'Internationale*, le chant des travailleurs. Quels que soient la personnalité, le charisme ou les promesses de celui qui réclame nos voix en prétendant qu'il « fera le travail », « réglera les problèmes du pays », « fera les réformes nécessaires », sans s'en prendre à la bourgeoisie et au patronat, il mènera la même politique que ses prédécesseurs.

Pour défendre leurs intérêts politiques et matériels, les travailleurs ont besoin d'avoir leur propre parti

Les principaux candidats, ceux qui ont une chance d'accéder au deuxième tour, se placent tous sur le terrain du capitalisme et de la défense des intérêts de la grande bourgeoisie, du grand patronat, des financiers.

Les travailleurs ont besoin de leur propre parti. Il faut un parti qui prenne position du point de vue des travailleurs et de leurs intérêts. Pas des intérêts de la France, pas des intérêts des entreprises, car il s'agit alors toujours des intérêts de leurs propriétaires et actionnaires, de la bourgeoisie. Nous voulons un parti qui ne véhicule pas d'illusions électoralistes, qui dise clairement que le seul moyen pour les travailleurs de se défendre, dans cette société capitaliste, c'est leurs luttes collectives. Seul un parti qui a pour objectif et pour raison d'être le renversement du pouvoir politique de la bourgeoisie, l'expropriation des groupes capitalistes et des banques et le contrôle de l'économie par les travailleurs qui produisent, peut rester en toutes circonstances fidèle aux intérêts du monde du travail.

Un tel parti placera sa confiance dans les travailleurs, dans leur capacité collective à se défendre et à transformer la société. Dans le passé,



Avec la Commune de Paris en 1871, les travailleurs montèrent « à l'assaut du ciel ».

ils ont prouvé qu'ils pouvaient le faire. Lors de la Commune de Paris de 1871, puis lors de la Révolution russe de 1917, ils ont fait la preuve qu'ils pouvaient changer la société, en créer une autre, radicalement différente, basée sur la propriété collective, débarrassée de la domination de l'argent et du profit et organisée pour répondre aux besoins de toute la population.

Ce parti communiste révolutionnaire naîtra à travers les grandes luttes de demain, de la confrontation avec la grande bourgeoisie et avec son appareil d'État. Il est cependant nécessaire que tous ceux qui, dès aujourd'hui, se situent dans cette perspective s'expriment, se regroupent, affirment leur conviction, convainquent et entraînent. Car c'est la seule perspective d'avenir vivable pour l'humanité.

J'appelle les travailleurs à faire un vote de conscience et de dignité

Les politiciens du PS, de la droite et du FN sont tous des représentants politiques de la bourgeoisie. Ils sont tous liés d'une façon ou d'une autre à la bourgeoisie et ils sont tous les défenseurs du capitalisme et de l'ordre bourgeois. Ils font tous comme si les intérêts des travailleurs découlaient des intérêts du patronat.

Accepter de se mettre à la remorque de l'un ou l'autre de ces politiciens, quand on est un exploité, c'est nier sa propre existence de travailleur, c'est mettre ses intérêts sous la table, c'est renoncer au combat. Les travailleurs ont une politique propre à défendre, une politique

indépendante, une politique de classe. Car la lutte de classe n'est pas une invention des communistes révolutionnaires, elle est le quotidien de millions d'hommes et de femmes. Les politiciens qui le cachent sont dans le camp du grand patronat, de ceux qui dominent et ont intérêt à ce que rien ne change.

Quand on appartient au monde ouvrier, voter pour Le Pen, Fillon, Valls ou Montebourg, c'est voter contre son camp, c'est voter contre ses intérêts. C'est tendre le bâton pour se faire battre ! Dans cette élection, il faut affirmer nos droits de travailleurs, notre conscience d'appartenir à un camp, un camp opposé à celui de la bourgeoisie et de tous ses serviteurs politiques.

Beaucoup parleront avec mépris d'un vote de contestation, de protestation, ou encore d'un vote d'expression. Eh bien, nous le revendiquons ! Oui, nous serons minoritaires, mais à quoi sert de voter avec la majorité quand cela conduit à élire un adversaire ? Aujourd'hui combien de travailleurs se mordent les doigts d'avoir voté Hollande en 2012 ? Et il faudrait recommencer avec un autre ?

Chercher à voter pour le « moins pire » est également un piège. La situation ne peut qu'empirer pour le monde ouvrier s'il ne se bat pas collectivement.

On le sait d'avance, les jeux sont faits, celui qui sortira des urnes en 2017 sera un ennemi des travailleurs. Choisir parmi ses ennemis celui qui piétinera nos intérêts à partir de mai 2017, c'est accepter par avance d'être trompés et sacrifiés.

Parmi les travailleurs écœurés par ce cirque électoral, beaucoup sont tentés de s'abstenir en pensant ainsi marquer leur rejet de tous ces mensonges. Mais s'abstenir, c'est se taire. Et puisqu'on nous donne la parole au premier tour, eh bien il faut la prendre, pour s'exprimer, pour mettre en avant nos préoccupations de travailleurs, d'ouvriers, de chômeurs, de retraités.

Pas plus qu'aucune autre élection, celle de 2017 ne changera la société. Cela ne modifiera pas le rapport de force entre les travailleurs et le patronat. Il n'y a que leur action collective qui peut le faire, qu'un mouvement social puissant comme ceux qu'on a connus en mai-juin 1936 et en 1968.

Mais seuls ceux qui se battent pour leurs idées, pour leurs objectifs, pour leurs perspectives peuvent influencer l'opinion et l'état d'esprit des travailleurs.



**Arlette Laguiller et Nathalie Arthaud
lors d'une manifestation contre la loi travail.**

Dire que l'on n'est pas d'accord, exprimer nos intérêts contre nos ennemis, c'est le premier acte de résistance.

Nous sommes à contre-courant. Mais quand le courant pousse dans une direction aussi réactionnaire, aussi infecte, voire aussi barbare, quand le courant pousse à la soumission et à la résignation, nous pouvons être fiers d'être à contre-courant.

Ceux qui voteront pour ma candidature, voteront pour faire entendre leur camp, le camp des travailleurs. Leur vote ne servira pas de tremplin à un arriviste, il ne sera pas déformé, il sera sans ambiguïté.

Personne ne pourra se tromper sur le sens de ce vote. Nombre de gens dans beaucoup de catégories sociales sont suffisamment en colère pour chercher à exprimer leur mécontentement. Et ils l'exprimeront de bien des façons différentes.

Mais le mécontentement qui s'exprimera sur ma candidature aura un caractère ouvrier. Ce sera un vote de rejet de tous ces politiciens prêts à servir la soupe à la bourgeoisie. Ce sera un vote qui affirmera les droits, les intérêts et les perspectives du monde du travail. Ce sera un vote qui affirmera que quel que soit l'élu en 2017, nous savons que nous serons attaqués et nous ne nous laisserons pas faire.

Ce sera un vote de dignité et de conscience ouvrière qui affirmera que la société peut se passer de la bourgeoisie, pas des travailleurs qui font tout tourner et produisent toutes les richesses !

*Nathalie Arthaud
12 janvier 2017*

Si vous souhaitez donner votre point de vue sur cette brochure ou sur les discussions que vous avez pu avoir avec nous, vous pouvez le faire :

- par courrier à notre siège central :
Lutte ouvrière, BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX
- par e-mail :
contact@lutte-ouvriere.org

Et si vous souhaitez rencontrer des camarades, nous pourrions ainsi vous mettre en contact avec ceux qui sont les plus proches de votre domicile ou de votre travail.

**Visitez notre site Internet : www.lutte-ouvriere.org
et le site de la campagne de Nathalie Arthaud :
www.nathalie-arthaud.info**

